

Pourquoi nous avons manifesté contre Minatec

Parce que nous sommes pour une science orientée par le bien commun et contrôlée par la population, pour une science qui ne soit pas au service des profits industriels et de l'Armée, pour une science qui ne détruise pas notre santé et notre environnement.

Les nanoparticules, amiante-bis ?

Les nanoparticules sont commercialisées sans étude toxicologique. En juin 2006, un rapport remis au Ministère de l'Ecologie affirmait : « *Aucune évaluation des risques, y compris pour les nanostructures les plus fabriquées, n'est actuellement disponible. Toutefois les résultats de tests de laboratoire [...] laissent penser que les organismes vivants peuvent être affectés par l'exposition à des nanomatériaux.* » (<http://www.ecologie.gouv.fr>). Quelques jours plus tard éclatait en Allemagne le premier scandale sanitaire impliquant les nanos : le nettoyeur ménager « Magic Nano » a été retiré en urgence des rayons, après avoir déclenché des phénomènes de détresse respiratoire chez 97 consommateurs.

Minatec, centre de recherche militaire

En mars 2006, la Ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie visitait le chantier de Minatec en expliquant son importance pour l'Armée. Quatre ans plus tôt, la Délégation Générale pour l'Armement (DGA) signait une convention avec Minatec, permettant à l'Armée de participer au choix des recherches et d'acquérir les technologies inventées. Minatec permettra aux militaires de produire le matériel des guerres du futur : drones, missiles intelligents, gaz de combat... C'est ce que décrit un rapport publié en septembre 2006 par l'Observatoire des Armements (<http://www.obsarm.org>).

La dérive totalitaire des nanos

Les nanotechnologies rendent possibles de nouveaux outils de contrôle social d'une puissance inégalée dans l'histoire humaine : vidéosurveillance invisible, nanopuces lisibles à distance (RFID) ou implantables sous la peau, biométrie... Ces outils permettront toutes les dérives sécuritaires. Quand les puces sous-cutanées seront obligatoires et les rues truffées de nanocaméras, quelles seront les résistances possibles face à un pouvoir totalitaire ?

Enfin, Minatec a été construit sans débat public, sans information sur ses nuisances environnementales et sanitaires, sans information sur ses implications militaires et policières. Minatec est contrôlé par le Commissariat à l'Energie Atomique, structure opaque. 75% des 190 millions d'euros de Minatec sont des fonds publics : Conseil Général de l'Isère, Métro, Ville de Grenoble... Mais les profits de Minatec, eux, seront avant tout pour les industriels.

Pour en savoir (beaucoup) plus

Indymedia Grenoble (information critique et indépendante)
<http://grenoble.indymedia.org>

Pieces et main d'œuvre (publication d'enquêtes)
<http://www.piecesetmaindoeuvre.com>

Opposition Grenobloise aux Nécrotechnologies (site-archivé)
<http://ogn.ouvaton.org>

LE PROCÈS DE MINATEC



Souvenez-vous : le 2 juin 2006, les CRS bouclaient le quartier Europôle pour inaugurer Minatec, le plus grand centre européen en nanotechnologies. Tandis qu'à l'intérieur les chercheurs, industriels et hommes politiques invités dégustaient champagne et petit-fours aux frais des isérois ; à l'extérieur deux personnes étaient placées en garde à vue. Leur délit : avoir manifesté contre Minatec...

Dimanche 19 novembre, 19h

avant-première de

NanoVent

pièce de théâtre "nanotechnologique"
(soirée d'information et de soutien)

à l'ADAEP (163, Cours Berriat, Grenoble)
avec le soutien de l'association *Piment Vert*

Lundi 20 novembre, 14h

Procès de deux manifestants

jugés pour avoir, la veille de l'inauguration de Minatec
« n'étant pas porteurs d'une arme, participé volontairement
à un attroupement après les sommations de dispersion »

au Palais de Justice de Grenoble (quartier Europôle)
Venez les soutenir ! Tisanes, fruits, tables de presse, musique, etc.

Collectif de Soutien aux Inculpés de Minatec (procesminatec@no-log.org)

MINATEC, UNE INAUGURATION POLICIÈRE

Rappel des faits

Une campagne d'information indépendante

De février à mai 2006, le collectif *Opposition Grenobloise aux Nécrotechnologies* (OGN) organise une cinquantaine de réunions publiques d'information en France, réunissant au total plus de 2000 personnes. OGN diffuse des milliers de documents pour alerter sur les conséquences sociales, militaires, sanitaires et environnementales des nanotechnologies. Il appelle à une manifestation lors de l'inauguration officielle du centre Minatec, le 1er juin à Grenoble.

Minatec : inauguration policière

Le 1er juin, un millier de personnes marchent dans les rues de Grenoble contre Minatec, contre une science au service des industriels et des militaires. La Police a déployé un important dispositif pour bloquer le cortège juste avant la gare. Quelques manifestant-e-s brisent une vitrine de banque et un panneau de pub. Le cortège arrive devant le cordon de CRS bloquant la rue Alsace-Lorraine. Les manifestant-e-s sont dispersé-e-s violemment avec Flasballs et gaz lacrymogènes, puis pourchassé-e-s dans les rues. Les CRS utilisent des grenades de désencerclement sur un rassemblement pacifique Place St-Bruno : une jeune fille est grièvement blessée au visage. Les quelques manifestant-e-s rassemblé-e-s Place Félix Poulat rejoignent ensuite «la BifurK», lieu d'information et de débats sur les nanotechnologies depuis le 29 mai.

Le 2 juin, jour de l'inauguration retardée, les grenoblois se réveillent dans une ville en état de siège : la zone autour de Minatec est soumise à des restrictions de circulation et de stationnement draconiennes depuis la veille au soir. Elle est verrouillée par des grilles anti-émeutes. Des centaines de policiers sont déployés dans la ville. Ils fouillent et contrôlent systématiquement tout rassemblement de plus de cinq personnes, parfois plusieurs fois de suite. Malgré ce harcèlement, les militants anti-Minatec distribuent des tracts pour informer et débattre dans les rues avec les grenoblois.

A 7h00 sur le campus, un campement de 30 militant-e-s est évacué manu militari par 200 policiers. A partir de 8h30, la Bifurk est encerclée par la police (notamment Brigade Anti-Criminalité). Toute personne entrante ou sortante doit subir une fouille complète et un contrôle d'identité.

A 9h30, deux membres du collectif OGN sont interpellés alors qu'ils se dirigent vers le centre-ville à vélo. Ils sont maintenus 10h en garde-à-vue, emmenés menottés à leur domicile pour une perquisition, et doivent se soumettre à un prélèvement ADN pour fichage (qu'ils refusent). Ils seront jugés le 20 novembre par le Tribunal Correctionnel pour : « *n'étant pas porteurs d'une arme, avoir continué volontairement à participer à un attroupement après les sommations de dispersion, le 1er juin 2006* ».



La répression des opposant-e-s continue

Depuis le 1er juin...

- Le 9 mai 2006, l'émission de TéléGrenoble "*Une heure pour avancer sur la crainte des nanotechnologies*" a confronté en direct un militant anti-Minatec à deux promoteurs du projet. Le siège parisien de TéléGrenoble a immédiatement reçu de vives protestations de la part d'Olivier Noblecourt, directeur de cabinet du maire de Grenoble (financier de Minatec). Ces pressions ont contribué au départ de la chaîne du journaliste animant l'émission.
- Pour avoir hébergé l'*Opposition Grenobloise aux Nécrotechnologies*, les collectifs d'associations *Cap Berriat* et *La Bifurk* ont subi des pressions de la part de la mairie de Grenoble, notamment des menaces de baisse de subvention.
- Le 18 septembre 2006, deux personnes identifiées comme « opposantes » se sont vues refuser l'accès à l'inauguration de l'exposition *Nanodialogue* au CCSTI, après fouille et contrôle d'identité par la Police. Un groupe d'étudiants invités par leur professeur a failli ne pas pouvoir entrer pour les mêmes raisons, et a été suivi par un policier des RG durant tout l'évènement.
- Deux autres manifestants seront jugés le 10 janvier 2007 à Grenoble, pour « outrage à agent » et « violences sur agent », suite à une interpellation lors de la manifestation du 1er juin 2006 et une autre lors de l'évacuation matinale et musclée du campement sur le campus le 2 juin.

**Pourquoi tant de Police et de répression
autour d'un projet officiellement
« civil » et « inoffensif »... ?**